

Au sommaire

page

- 2 Affaire Joué les Tours : PROCES JRE Suite ... et fin ! (enfin !)**
- 3 On n'en a jamais fini avec le FN, ses acolytes et ses idées !**
- 5 Le néofascisme en Italie contre la CGIL. Stoppons les tout de suite !**
- 7 Attaques de l'extrême droite Soutien inconditionnel aux enseignant.e.s d'histoire menacé.e.s**
- 7 Lumière sur mairies brunes : un outil indispensable**
- 8 5 ANS : CLÉMENT TOUJOURS PRÉSENT**



Affaire Joué les Tours :

PROCES JRE Suite... et fin ! (enfin !)

Farida Belghoul et Dalila Hassan, militantes du mouvement des Journées de retrait de l'école (JRE), proche des milieux soraliens, de la Manif pour Tous, et qui prétend que l'école enseigne la « théorie du genre » avaient, dans une vidéo postée sur YouTube accusé une maitresse d'école de Joué-lès-Tours de prôner la «théorie du genre» et d'avoir organisé des attouchements sexuels entre élèves.

La cour de Cassation a rejeté les pourvois de Farida Belghoul et Dalila Hassan. L'arrêt de la cour d'appel d'Orléans est désormais définitif ! Aujourd'hui, Mmes Hassan et Belghoul sont reconnues coupables de façon définitive !

La dignité d'une enseignante exemplaire est enfin lavée de ces ignominies. Mmes Belghoul et Hassan s'étaient pourvues en cassation afin d'attaquer le jugement rendu par la cour d'appel d'Orléans qui les avaient condamnées respectivement pour complicité de diffamation et pour diffamation.

La cour d'appel avait alourdi la peine de première instance. Farida Belghoul était condamnée à 8000 euros et Dalila Hassan à 2000 euros d'amende pénale. Elles étaient également condamnées à verser solidairement 15000 euros au titre de dommages et intérêts à notre collègue ainsi que 3000 euros pour les frais de justice. En outre, elles avaient également écopé de l'obligation de publier à leur charge les conclusions du jugement dans les journaux suivants : la nouvelle république, le Monde et le Figaro. (nous attendons encore ces parutions !!)

Il est bon de rappeler, que leur vidéo abjecte et mensongère, diffusée dans l'unique but de servir la cause de leur mouvement « journée de retrait de l'école », n'était fondée sur aucun fait réel. Il s'agissait là seulement d'une propagande agressive et grossièrement mensongère destinée à un public déjà acquis.

Cette association (renommée depuis « justice et respect de l'enfant »- !-) qui prétend lutter contre l'enseignement de la théorie du genre à l'école, prône la déscolarisation, développe une haine de l'école publique et de ses enseignants, fait reposer ces actions sur une forte manipulation de personnes socialement fragiles. Sa réelle intention est de viser par l'intermédiaire d'une propagande de choc l'égalité des sexes, la liberté de conscience, la laïcité et l'Etat de droit.

SUD éducation 37 et Solidaires 37 se félicitent de ce jugement exemplaire qui, par les peines prononcées, reconnaît la souffrance professionnelle ainsi que le lourd préjudice tant professionnel que personnel subi par notre collègue injustement diffamée.

SUD Education 37 et Solidaires 37 qui ont soutenu dès le début la collègue diffamée, soutiendront systématiquement tout-e collègue attaqué-e par ces mouvements nauséabonds, véhiculant des valeurs à l'encontre de l'école publique et de l'égalité des droits que nous défendons.

Sud Education 37

On n'en a jamais fini avec le FN, ses acolytes et ses idées !

Des 14,39 % (4 377 00 voix) obtenus par Jean-Marie Le Pen aux élections présidentielles de 1988, en passant par les 17,90 % (6 421 426 voix) en 2002 et sa présence au second tour, jusqu'au score de 33,9% (10 600 000 voix), de Marine Le Pen au second tour des présidentielles de 2017, la montée du Front National, apparaît, depuis bientôt dix ans, irrésistible.

Depuis les dernières présidentielles, l'extrême droite et ses idées, dont le FN est le vecteur le plus visible, mais aussi ses acolytes, politiciens et idéologues qui propagent ce venin, gagnent chaque jour plus de terrain. Pourtant, comme après chaque élection, on assiste au même aveuglement, d'une partie de la presse, des intellectuels et des professionnels de la politique.

« Marine Le Pen a raté son débat d'avant le second tour, c'est fini pour elle », « le Front National est en crise, il ne s'en remettra pas. », a-t-on entendu, de façon récurrente, dans les médias, depuis le deuxième tour des présidentielles.

Et pourtant, les sondages, sur le thème : « Si les présidentielles avaient lieu aujourd'hui », ont confirmé, à chaque fois, que la candidate du Front National obtiendrait le même score au premier tour. De plus, d'aucun s'interroge sur le score qu'aurait réalisé la présidente du Front National au second tour si celle-ci n'avait pas « raté » son débat.

Pourquoi cet aveuglement, récurrent après chaque élection présidentielle, une fois qu'une partie de la classe politique a poussé un « ouf » de soulagement ? Les mêmes sont par ailleurs satisfaits, après avoir gagné les élections, de pouvoir imposer leur programme, grâce à un vote anti-Front National, à des électeurs qui ne l'ont pas approuvé majoritairement. Ce sont souvent les mêmes qui enterrent, après chaque élection présidentielle, le Front National, ces partisans d'une tactique politique à court terme qui consiste à faire croire que le FN n'arrivera jamais à accéder au pouvoir grâce à un vote « contre » au deuxième tour de chaque présidentielle.

La croissance exponentielle du vote FN depuis dix ans prouve que cette « tactique » va, à long terme, trouver des limites que la société démocratique et le mouvement ouvrier risquent de payer très cher. Nous, militants syndicalistes de VISA, qui, depuis vingt ans, alertons sur la croissance pour le moment inéluctable du FN et de ses idées, continuons à affirmer que pour stopper l'ascension du FN il faut, en priorité, se mobiliser pour en finir avec les politiques d'austérité et antisociales menées depuis ces trente dernières années. La misère, le chômage et la précarité alimentent depuis des dizaines d'années la montée du FN et il n'y a aucune raison, rationnelle, que l'extrême droite disparaisse comme par enchantement parce qu'un président continuant cette même politique serait « jeune et dynamique ». Certes, aujourd'hui, le Front National apparaît affaibli par les questions stratégiques qu'il n'a pas encore tranchées, mais le départ de Philippot, comme celui, en 1998 de Mégret, sera à court terme cicatrisé.

Lors du départ de Mégret, l'hémorragie de cadres avait été tout autre et cependant Jean Marie Le Pen accédait, quatre ans plus tard, au second tour des présidentielles en 2002. Par ailleurs, la « mini-scission » de Philippot s'étant produite après la défaite électorale de Marine Le Pen au deuxième tour, l'analyse erronée d'un FN qui serait face à une crise insurmontable est reprise par de nombreux commentateurs. Pour notre part, ce qui nous inquiète, c'est que ce sentiment puisse être partagé dans les cercles militants, en particulier par des syndicalistes.

Il existera toujours des batailles d'influences (guerre des chefs) au sein du parti d'extrême droite, mais, même s'il change de nom lors de son prochain congrès, ce parti d'extrême droite continuera, grâce à une audience et des résultats électoraux qui, dans le contexte actuel, resteront très élevés, à propager son venin antidémocratique et totalitaire dans la société. Il faut aussi rappeler que quinze villes sont actuellement dirigées par l'extrême droite. La Ville d'Orange est dirigée depuis vingt-deux ans par l'extrême droite. Cela doit faire réfléchir tous ceux qui imaginent que l'avenir du Front National serait un déclin irréversible. Quand l'extrême droite prend le pouvoir, elle le garde et s'y accroche, c'est rarement un « feu de paille ». Aujourd'hui, le débat stratégique semble sur le point d'être tranché par la direction du FN. Nicolas Bay préconise le retour du triptyque : « Insécurité, immigration, identité », le libéralisme devant être combattu non comme système économique mais comme une idéologie sur les questions de société.



Ces prises de position entrent en résonance avec celles de Laurent Wauquiez. Pas un meeting sans que ce dernier reprenne l'ensemble de la rhétorique du Front National allant même jusqu'à y développer les arguments nauséabonds de la théorie du « grand remplacement ». Marine Le Pen fait des appels du pied aux dirigeants et militants des Républicains en leur proposant l'unité. L'hypothèse que ces adhérents et militants LR, chauffés à blanc par Wauquiez, puissent, en masse, sans hésitation, lors de prochaines élections, passer du vote Républicain au vote FN, pour voir appliquer la même politique raciste et liberticides que défend leur mentor est très envisageable.



Cet apport de voix qui a manqué à Marine Le Pen au second tour des présidentielles de 2017, pourrait être déterminant, en 2022, quel que soit la-e candidat-e du parti fasciste.

Une autre hypothèse pourrait être que cette droite extrême, qui est en train de faire une OPA sur le parti « les Républicains », puisse proposer, en cas de victoire aux présidentielles, au parti d'extrême droite, d'intégrer un futur gouvernement. Les exemples dans certains pays européens sont là pour nous rappeler que cette éventualité n'a rien d'irréaliste.

Nous, syndicalistes, tenons à affirmer que nous n'en avons pas fini avec le FN, ses acolytes et ses idées.

Il ne faut pas baisser la garde, car si le FN opère à son prochain congrès, un tournant libéral en économie, mitonné avec ses fondamentaux fasciste et racistes, cela ne l'empêchera pas, aussi, en fonction du milieu auquel il s'adresse, de continuer à asséner un discours pseudo social. Ce discours, mâtiné des fondamentaux racistes et fascistes de l'extrême droite, continuera à trouver un écho proportionnel au découragement des milieux salariés et populaires qui subissent la dégradation de leurs conditions de vie.

C'est pourquoi, il appartient, plus que jamais, aux militants syndicaux, de se doter d'outils et de matériels pour contrer la propagande de l'extrême droite qui constitue un danger mortel pour le mouvement ouvrier.

Face à « l'avalanche » des mesures prises par le gouvernement qui remettent en cause les acquis obtenus par des années de luttes sociales et syndicales, la priorité du mouvement syndical, est, légitimement, de chercher à construire les ripostes et les résistances nécessaires. Mais cela ne doit pas entraîner la « mise en sourdine » de la nécessaire lutte contre l'extrême droite et son programme. La prise de conscience, ces dernières années, par les organisations syndicales, de la nécessité de ce combat intransigeant, doit perdurer et s'amplifier, de façon permanente, sans être rythmée seulement par les échéances électorales.

Le néofascisme en Italie contre la CGIL. Stoppons les tout de suite !

Comme dans beaucoup d'autres pays d'Europe, se développe dans ces dernières années, en Italie aussi, un sentiment de haine sociale alimentée par une gestion répressive et dans l'urgence de la question migratoire et, plus généralement, de l'ordre social. Les cas de racisme sont de plus en plus nombreux, surtout dans les banlieues, et on assiste à une grave et préoccupante réaffirmation, même publique, d'organisations néofascistes.

Aux prochaines élections politiques, ce ne sont pas seulement les partis de la Droite parlementaire (Fratelli d'Italia (1), Lega (2) qui se présenteront, alliés dans une coalition avec Berlusconi. Comme si cette droite-là n'y suffisait pas, des organisations explicitement néofascistes concourront à leur droite au scrutin électoral du 4 mars 2018, bien que selon la loi, l'idéologie dont elles sont porteuses soit un délit. Ces organisations devraient donc être illégales. Au contraire, on leur permet non seulement d'exister et de manifester (avec l'autorisation et souvent le soutien bienveillant des institutions et des forces de l'ordre) mais aussi carrément de se présenter de façon régulière aux élections politiques.

D'autre part, le ministre de l'intérieur en exercice, Marco Minitti, ex-dirigeant du vieux PCI (Parti Communiste italien) qui appartient maintenant au PD (Parti Démocrate) n'a pas honte de raconter publiquement qu'il s'assoit au bureau qui fut celui de Mussolini, en trouvant cela peut être amusant. Une anecdote rapportée « aimablement », voici quelques mois, sous les applaudissements de la salle, lors de son intervention devant le Congrès National de Fratelli d'Italia (1). Comme ça, comme si de rien n'était. Exactement comme le candidat léghiste à la présidence de la Région Lombardie, Attilio Fontana, (celui qui, suivant les sondages devrait arriver en tête aux élections régionales en mars) qui, voici quelques jours, comme ça, comme si de rien n'était, a déclaré que nous devons nous rebeller car « la race blanche est en péril ».

Avec des journaux et des télévisions qui accompagnent servilement cette croissance d'insultes racistes et de vomis de haine. Et qui au lieu de restreindre la présence et la popularité des organisations néofascistes leur concèdent un espace énorme et injuste, en se référant à un discours tordu sur leur 'engagement social' dans les banlieues. Face à un tel dédouanement des organisations néofascistes et de leur culture, on n'est pas surpris, mais on peut frémir de l'enchaînement croissant d'intimidations, y compris explicites contre le syndicat : il y a quelques semaines, des militants fascistes ont agressé un militant de la FIOM (la Fédération des métallos), d'autres ont déchiré un drapeau et peint des svastika nazis sur un siège syndical de la CGIL, et voici quelques jours des militants se sont fait tabasser alors qu'ils collaient des affiches. Ou encore, voici quelques semaines, Forza Nuova (3), une de ces organisations a publié une affiche affreuse qui accuse explicitement la CGIL de défendre les migrants et annonce le nouveau syndicat des italiens.

Effectivement la CGIL a beaucoup de défauts. Elle est trop bureaucratique, très réformiste, pas du tout autonome des partis politiques, peu ou pas conflictuelle. Dans les années 90, elle a signé tous les accords de négociations qu'il y avait à signer. En 2011, elle n'a rien fait contre la loi qui a conduit à aujourd'hui à l'âge légal de 67 ans pour partir à la retraite. En 2014 contre le « Jobs Act » (une réforme très similaire à la Loi Travail (4)), elle a fait plus ou moins semblant de se mobiliser. On pourrait continuer à lister ses défauts. Cependant, la CGIL est un syndicat généraliste, qui défend les droits de tous, hommes et femmes, italiens et migrants. Et si justement, c'est la CGIL qui est attaquée et menacée, c'est parce qu'elle demeure, malgré toutes ses limites, la plus grande organisation de masse en Italie, et malgré ses nombreuses contradictions, elle continue à représenter une partie importante du mouvement ouvrier. C'est à dire qu'elle continue d'être une place forte de démocratie et de participation.

Il est peut être vrai que l'histoire tend à se répéter deux fois. La première fois , l'essor du fascisme s'accompagnât justement d'attaques contre les Bourses du Travail de la CGDL (qui était le nom alors de la CGIL). Ses dirigeants avaient bien d'autres défauts que ceux d'aujourd'hui, à commencer par le fait de n'avoir pas empêché à temps ce qui arrivait et d'avoir assisté plus ou moins inertes en 1926 au Pacte par lequel l'association des patrons et le syndicat fasciste se reconnaissaient mutuellement comme les représentants uniques du capital et du travail. Et en fait avec la complicité des dirigeants de la CGDL qui décidèrent de leur propre auto-dissolution (5).

CGIL



C'est de cette histoire, cependant, qu'est née l'actuelle CGIL, qui est restée réformiste, hélas, mais qui a inscrit dans son ADN l'antifascisme grâce auquel elle est ressuscitée. A partir des premiers articles de ses statuts qui établissent l'incompatibilité entre l'appartenance à l'organisation syndicale et à d'autres à caractère fasciste ou raciste.

Alors, non l'histoire ne peut pas se répéter deux fois. Le fascisme n'est pas une opinion, c'est un délit. Pour cette raison, la CGIL a lancé une campagne avec l'ANPI (Association Nationale des Partisans Italiens) pour demander que les organisations néofascistes soient mises au banc et empêchées de se présenter aux élections.

Bien sûr, cela ne suffit pas. Il faut aussi une plainte aux autorités qui concèdent le droit de manifestations et de siège légal à ces organisations. C'est un engagement constant d'être vigilant par rapport aux media , en dénonçant ceux qui leur accordent une place injustifiée. C'est un engagement plus important encore en ce qui concerne les forces de l'ordre au sein desquelles, on ne tolère pas seulement mais on alimente cette culture néofasciste. C'est une dénonciation ferme des institutions, notamment nationales, car elles sont responsables du climat qui s'est développé dans le pays.

Surtout le syndicat doit mobiliser le monde du travail dans les rues, dans les établissements scolaires, au travail parce que l'objectif principal des fascistes a toujours été le mouvement des travailleurs. Avoir la carte de la CGIL doit devenir une valeur identitaire, même au risque de perdre quelques adhérents parmi ceux qui, surtout au Nord, votent pour la Lega (2). Celui qui adhère à la CGIL doit savoir qu'il ne le fait pas seulement pour avoir des services et une aide individuelle mais aussi parce que c'est une organisation antifasciste et antiraciste.

Et cela ne suffit pas non plus. Parce que nous sommes en première ligne , il faut aussi riposter. Les fascistes ne doivent se sentir aucun droit d'entrer au siège du syndicat. S'ils relèvent la tête, c'est que cela leur a été concédé. La CGIL ne doit pas le leur permettre.

Enfin, tout aussi important mais bien plus difficile, la CGIL devrait se réveiller, faire beaucoup moins un syndicalisme réformiste et négociateur et beaucoup plus un syndicalisme de lutte de classes. Et ne pas laisser à d'autres la possibilité de s'approprier la défense des retraites, du salaire et des droits. Et surtout ne pas laisser se diffuser un tel mal-être et une telle résignation au travail qui permettent le développement du racisme et de la guerre entre pauvres, entre travailleurs et travailleuses.

Eliana Como

(comité directeur de la CGIL- pôle minoritaire Il sindacato è un'altra cosa (le syndicat, c'est autre chose)

Traduction de Philippe de Toledo, SUD Education- Solidaires

Notes du traducteur

1 Fratelli d'Italia : Parti Politique de Droite extrême, né d'une scission du Parti de Berlusconi, continuateur de l'ancien Parti post fasciste. Son sigle est la flamme tricolore et son nom est le même que celui de l'hymne national Italien.

2 Lega Nouveau nom plus « national » de la Lega Nord . Droite extrême qui revendique l'autonomie du Nord de l'Italie. Ouvertement xénophobe. Dirige plusieurs régions et provinces (département) du Nord de l'Italie, Allié habituel de Berlusconi.

3 Forza Nuova Petit parti politique d'Extrême Droite , ouvertement Néofasciste

4 Loi Travail en français dans le Texte

5 Suite aux lois ultra fascistes et au Pacte entre le syndicat fasciste et la Cofindustria, syndicat patronal, la CGDL s'auto dissout en Janvier 1927.

Il y aura deux CGDL maintenues (l'une socialisante , l'autre liée au PCI, toutes deux clandestines) pendant tout la durée du fascisme.

L'article proposé ci-dessus n'épuise par la thématique des relations de l'extrême droite avec le syndicalisme en Italie. Nous reviendrons dans un prochain numéro sur le parcours de l'Union générale du travail (UGL), organisation "syndicale" liée à la droite extrême italienne.

Attaques de l'extrême droite

Soutien inconditionnel aux enseignant.e.s d'histoire menacé.e.s

Le site Riposte Laïque, groupuscule identitaire d'extrême droite, miné par le ressentiment, vient de publier un texte d'une rare violence consistant à établir une « liste noire » d'enseignant.e.s en Histoire qu'il appelle à « virer de l'Éducation nationale » et à lyncher sur les réseaux sociaux. Ces menaces indignes révèlent encore une fois l'obsession de la mise au pas de l'école publique par une extrême-droite pour qui l'Histoire n'est qu'un prétexte pour répandre sa propagande nationaliste et à sa rhétorique conspirationniste.

Jusqu'à présent le ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a fait silence sur ces appels à la haine proférés contre les enseignant.e.s qui transmettent des connaissances rigoureuses et développent l'esprit critique. Il avait réagi plus rapidement lorsqu'il s'était agi de menacer SUD éducation de représailles judiciaires.

La fédération SUD éducation apporte son soutien inconditionnel aux collègues menacé.e.s et appelle à lutter sans relâche contre les agissements de l'extrême-droite contre l'éducation.

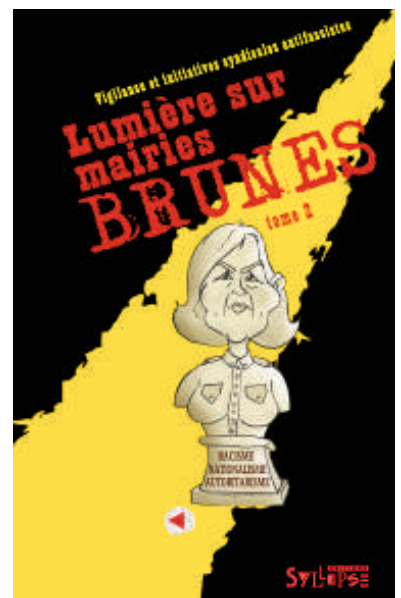
Communiqué de la fédération SUD éducation jeudi 15 février 2018

Lumière sur mairies brunes : un outil indispensable

En 2015, l'association antifasciste intersyndicale VISA dont est membre Solidaires et plusieurs de ses organisations, publiait le 1er tome de « Lumière sur mairies brunes ». Il recensait tous les faits et méfaits de la 1ère année de l'extrême droite aux pouvoirs dans les villes qu'elle occupe.

Ce deuxième tome « lumière sur mairies brunes » couvre donc la période allant de juin 2015 à juin 2017. Il regorge d'informations sur les pratiques municipales plus ou moins radicales de l'extrême droite et illustre ainsi tous les reculs sociaux qu'elle provoque lorsqu'elle exerce le pouvoir.

« Lumière sur mairies brunes », c'est 236 pages et autant d'arguments contre l'extrême droite que l'on peut se procurer auprès de VISA (à partir de 5 euros l'unité, mais le tarif est dégressif en fonction du volume).



Parce que le combat contre l'extrême droite ne passe pas après les « autres » luttes syndicales au prétexte qu'elle a été battue aux présidentielles et qu'elle n'a obtenu « que » 9 député-es. Il faut continuer de lutter, sans relâche et avec la même force, contre les politiques libérales, notre adversaire qui fait aussi monter le FN, et contre le fascisme, notre ennemi historique. Cette brochure est un outil utile pour ça !

Toutes les informations pratiques sont sur le site de VISA :

<http://www.visa-isa.org/>

► **5 ANS :**

CLÉMENT TOUJOURS PRÉSENT ◀

**Week-end antifasciste de lutte et d'hommage
du 1er au 3 Juin, Paris.**

Manifestation, rencontres internationales, concerts, village antifasciste, tournoi...

Le Comité pour Clément appelle à une mobilisation en vue de la commémoration des 5 ans de la mort de Clément. Nous appelons tous les collectifs antifascistes, antiracistes, individus, organisations politiques et syndicats à soutenir cette mobilisation (collage, tractage, communiqué de soutien...).

